

Résultats financiers (en millions de dollars)

	Chiffres provis. 2002-2003	2003-2004		Modif. en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspect. actuelles	
Recettes	66 391	71 566	71 439	(127)
Dépenses				
Programmes	55 271	59 390	59 243	(147)
Dépenses en immobilisations brutes	2 467	3 170	3 170	-
Moins : Investissement net dans les immobilisations	576	702	702	-
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 225	8 188	8 135	(53)
Secteur de l'électricité	520	520	520	-
Total des dépenses	65 907	70 566	70 366	(200)
Moins : Réserve	-	1 000	1 000	-
Plus : Diminution / (Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (à recouvrer des consommateurs)*	40	-	-	-
EXCÉDENT / (DÉFICIT) – À L'EXCLUSION DES EFFETS DU SRAS	524	0	73	73
Effets du SRAS / Sans soutien fédéral				
Dépenses			1 073	
Autres mesures : Réduire le Fonds de prévoyance			(400)	
Réserve			(600)	
EXCÉDENT / (DÉFICIT) AU COURS DE L'EXERCICE	524	0	0	-
Avec soutien fédéral pour le SRAS				
Recettes (90 % des coûts liés au SRAS)			965	
Dépenses			1 073	
Fonds de prévoyance			(35)	
EXCÉDENT / (DÉFICIT)	524	0	0	-

* Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs et non des contribuables.

Nota : Un résumé des résultats financiers intégrés qui tient compte des effets du SRAS sur les finances de la province se trouve à la page 4.

POINTS SAILLANTS

RÉSULTATS AFFICHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2003-2004

BUDGET ÉQUILIBRÉ EN PERSPECTIVE

◆ Les prévisions financières de 2003-2004 sont conformes au plan budgétaire de 2003. Au 30 juin 2003, on prévoit que le budget sera équilibré conformément au plan budgétaire.

EFFETS DU SYNDROME RESPIRATOIRE AIGU SÉVÈRE (SRAS)

- ◆ Si l'on faisait abstraction des effets du syndrome respiratoire aigu sévère sur les dépenses provinciales, l'Ontario afficherait un excédent de 73 millions de dollars.
- ◆ En 2003-2004, l'Ontario devra assumer des frais supplémentaires de 1 073 millions de dollars qui sont directement liés au SRAS. Si la province ne reçoit pas d'aide financière du gouvernement fédéral, elle puisera 600 millions de dollars dans la réserve de 1 milliard de dollars et réduira le Fonds de prévoyance de 400 millions de dollars pour contrebalancer ces dépenses plus élevées et faire en sorte que le budget soit équilibré. Il pourra aussi être nécessaire de prendre d'autres mesures si le gouvernement fédéral n'accorde pas une aide adéquate.

**Effets du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) sur les dépenses et mesures prises par le gouvernement provincial
(en millions de dollars)**

	Coûts 2003-2004	Coûts - plusieurs années
Frais exceptionnels dans le secteur de la santé	395	395
Compensation pour les travailleurs de la santé	330	330
Plan d'action à court terme du secteur de la santé	120	120
Pertes de recettes connexes (hôpitaux et autres organismes de santé)	100	100
Compensation pour des particuliers	10	10
Soutien des municipalités et des organismes bénévoles	10	10
Programme de relance du tourisme	84	128
Programme ontarien d'attraction des investissements	5	10
FitzGerald Infectious Diseases Network	2	10
Autres frais exceptionnels	17	17
TOTAL	1 073	1 130

RÉSULTATS FINANCIERS

RECETTES

- ◆ Les recettes prévues sont de 71 439 millions de dollars, soit 127 millions de dollars de moins que le montant indiqué dans le plan budgétaire. Voici les changements pour le premier trimestre :
 - ◆ Les recettes devant provenir de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été réduites de 90 millions de dollars en raison de la faiblesse imprévue de l'économie ontarienne au cours du trimestre allant d'avril à juin 2003.
 - ◆ Les recettes devant être tirées de la taxe de vente au détail sont inférieures de 210 millions de dollars en raison surtout des effets du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) sur l'industrie du tourisme de la province.
 - ◆ Les prévisions de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés ont été accrues de 200 millions de dollars en raison de la croissance plus importante que prévue des bénéficiaires en 2002, ce qui a augmenté l'assiette des recettes de 2002-2003 et, par conséquent, les recettes pour cette année.
 - ◆ Les recettes devant être tirées de l'impôt-santé des employeurs ont été réduites de 30 millions de dollars en grande partie en raison des effets du SRAS sur la création d'emplois en Ontario.
 - ◆ Les recettes devant découler des remboursements ont augmenté de 3 millions de dollars en raison de nouveaux contrats signés par la Police provinciale de l'Ontario pour assurer des services policiers dans les villes de Elliot Lake, Carlton Place, South Bruce et South Huron, qui contrebalanceront des dépenses plus élevées.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- ◆ Les dépenses de fonctionnement nettes, tenant compte des effets du SRAS sur les dépenses, s'élèvent à 68 571 millions de dollars, soit une hausse de 473 millions de dollars par rapport au plan budgétaire. Les modifications pour le trimestre comprennent les suivantes :
 - ◆ Ministère du Procureur général : montant supplémentaire de 16 millions de dollars accordé aux tribunaux afin que les procès criminels se déroulent dans un délai raisonnable, montant qui est entièrement compensé à même le Fonds de prévoyance, et 3 millions de dollars pour les frais exceptionnels liés au SRAS aux fins d'une enquête sur les flambées du SRAS et sa propagation.
 - ◆ Ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation : montant supplémentaire de 7 millions de dollars pour des dépenses liées au SRAS aux fins du FitzGerald Infectious Diseases (FIND) Network et du Programme ontarien d'attraction des investissements.
 - ◆ Ministère de la Santé et des Soins de longue durée : augmentation des dépenses de 945 millions de dollars en raison des coûts de fonctionnement exceptionnels liés au SRAS, de l'aide financière accordée aux travailleurs de première ligne pour compenser les pertes de revenus, des pertes de recettes connexes dans les hôpitaux et les autres organismes et des dépenses liées au SRAS qui continuent d'être engagées, qui est partiellement compensée par des économies de 150 millions de dollars dans le cadre du Fonds de prévoyance; une somme supplémentaire de 10 millions de dollars pour d'autres frais administratifs liés au SRAS; et une somme supplémentaire de 13 millions de dollars, entièrement compensée à même le Fonds de prévoyance, pour le programme d'épandage de larvicides pour la lutte contre le virus du Nil occidental.
 - ◆ Ministère du Travail : somme additionnelle de 1 million de dollars pour des frais exceptionnels liés au SRAS en vue de l'entrée en vigueur de mesures législatives visant à protéger l'emploi des travailleurs en quarantaine.
 - ◆ Secrétariat du Conseil de gestion : pour atténuer les effets du SRAS et en l'absence d'une aide fédérale, le Fonds de prévoyance a été réduit de 400 millions de dollars.
 - ◆ Ministère des Affaires municipales et du Logement : augmentation des dépenses de 20 millions de dollars en raison des montants engagés pour aider les municipalités ainsi que les organismes et les personnes bénévoles en ce qui a trait au SRAS et 1 million de dollars pour des frais exceptionnels liés au SRAS aux fins de l'établissement du Bureau d'aide aux victimes du SRAS.
 - ◆ Ministère des Richesses naturelles : montant supplémentaire de 27 millions de dollars en raison des coûts de lutte contre les incendies de forêts, montant entièrement compensé à même le Fonds de prévoyance.
 - ◆ Ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique : somme additionnelle de 3 millions de dollars pour les contrats signés par la Police provinciale de l'Ontario pour assurer des services policiers dans les villes de Elliot Lake, Carlton Place, South Bruce et South Huron. Cette somme est compensée par les recettes. Un montant supplémentaire de 2 millions de dollars pour des frais exceptionnels liés au SRAS aux fins du fonctionnement de Gestion des situations d'urgence Ontario et du dépistage du SRAS dans les établissements correctionnels provinciaux.
 - ◆ Ministère du Tourisme et des Loisirs : montant supplémentaire de 84 millions de dollars en raison des dépenses engagées pour le Programme de relance du tourisme suite au SRAS.
- ◆ L'intérêt sur la dette publique devrait s'élever à 8 655 millions de dollars, ce qui comprend un montant de 8 135 millions de dollars lié aux emprunts de la province en son propre nom et une somme de 520 millions de dollars liée à l'intérêt sur la dette contractée pour l'investissement dans le secteur de l'électricité. Ce chiffre est inférieur de 53 millions de dollars en raison des taux d'intérêt plus bas et de la gestion efficace de la dette.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

- ◆ Les dépenses en immobilisations brutes et les dépenses en immobilisations nettes, qui sont de 3 170 millions de dollars et de 2 468 millions de dollars respectivement, n'ont pas changé par rapport au plan budgétaire.

État des opérations financières (tenant compte des effets du SRAS)
 (en millions de dollars)

	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Chiffres prov. 2002-2003	1 ^{er} trim. 2003-2004
Recettes	62 931	63 824	63 886	66 391	71 439
Dépenses					
Programmes	47 525	50 401	52 523	55 271	59 916
Dépenses en immobilisations brutes	4 887	2 123	1 890	2 467	3 170
Moins : Investissement net dans les immobilisations*	-	-	-	576	702
Intérêt sur la dette publique					
Province	8 977	8 896	8 509	8 225	8 135
Secteur de l'électricité	520	520	520	520	520
Total des dépenses	61 909	61 940	63 442	65 907	71 039
Moins : Réserve	-	-	-	-	400
Plus : Diminution / (Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité (à recouvrer des consommateurs)**	(354)	18	(69)	40	-
EXCÉDENT / (DÉFICIT)***	668	1 902	375	524	0
Dette provinciale nette après le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et les modifications comptables†	113 715	112 480	112 036	98 352	98 352
Modifications comptables (incluses dans la dette provinciale nette ci-dessus)					
Redress. prov. effectué en raison de l'erreur de l'ADRC		(2 043)	(2 043)	(2 043)	
Prestations de retraite		197	197	197	
Immobilisations corporelles‡				13 200	
Impact net des modifications comptables		(1 846)	(1 846)	11 354	11 354
DETTE PROVINCIALE NETTE AVANT LE REDRESSEMENT PROVISOIRE EFFECTUÉ EN RAISON DE L'ERREUR DE L'ADRC ET LES MODIFICATIONS COMPTABLES	113 715	110 634	110 190	109 706	109 706

* À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères provinciaux continueront à être comptabilisées à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes gouvernementaux consolidés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations.

** Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Selon les principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs et non des contribuables.

*** Comprend le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la modification des conventions comptables applicables aux prestations de retraite conformément aux recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public et le redressement lié à la diminution de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs.

† À compter de 2002-2003, la dette provinciale nette a été redressée et comprend l'investissement dans les immobilisations. Pour tous les autres exercices, la dette provinciale nette équivaut à la différence entre le total des éléments de passif et les actifs financiers.

‡ Valeur comptable nette estimative au 1^{er} avril 2002.

Statistiques économiques et financières

	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Chiffres prov. 2002-2003	1 ^{er} trim. 2003-2004
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (en millions de dollars)	410 350	438 092	449 780	475 243	499 956
Population de l'Ontario (en milliers) - 1 ^{er} juillet	11 528	11 698	11 895	12 068	12 226
Recettes de l'Ontario en pourcentage du PIB	15,3	14,6	14,2	14,0	14,3
Croissance des recettes de l'Ontario (%)	12,8	1,4	0,1	3,9	7,6
Total des dépenses de l'Ontario en pourcentage du PIB	15,1	14,1	14,1	13,9	14,2
Croissance des dépenses totales de l'Ontario (%)	7,1	0,1	2,4	3,9	7,8
Intérêt sur la dette publique (IDP) de l'Ontario par rapport aux recettes (%)	15,1	14,8	14,1	13,2	12,1
IDP de l'Ontario par rapport au total des dépenses (%)	15,3	15,2	14,2	13,3	12,2
IDP de l'Ontario en pourcentage du PIB	2,3	2,1	2,0	1,8	1,7
Excédent / (Déficit) de l'Ontario en pourcentage du PIB	0,2	0,4	0,1	0,1	0,0
Dette provinciale nette par habitant (\$)	9 864	9 615	9 419	8 150	8 044
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	27,7	25,7	24,9	20,7	19,7

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO CONTINUE À CROÎTRE AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE

- ◆ Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 0,7 % (taux annualisé de 2,9 %) au premier trimestre de 2003 comparativement au taux de croissance de 0,4 % (taux annualisé de 1,7 %) du quatrième trimestre de 2002.
- ◆ L'économie de l'Ontario a affiché de meilleurs résultats que les économies du Canada et des États-Unis, qui ont progressé respectivement de 2,4 % et de 1,4 % (taux annualisé) au cours du premier trimestre.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI CONTINUE À PRENDRE DE L'EXPANSION EN 2003

- ◆ Depuis le début de 2003, le nombre d'emplois en Ontario a augmenté de 53 000, soit de 0,9 %, ce qui équivaut à 75 % de tous les emplois créés au Canada cette année.
- ◆ Le taux de chômage de l'Ontario était de 7,2 % en juillet, taux inférieur au taux canadien de 7,8 %.

AUGMENTATION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION

- ◆ Au mois de mai, les ventes au détail (désaisonnalisées) ont augmenté de 1,6 % en Ontario. Au cours des cinq premiers mois de 2003, les ventes au détail ont affiché une hausse de 4,1 % par rapport à la même période l'année dernière.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT DEMEURE DYNAMIQUE

- ◆ Le marché du logement de l'Ontario a augmenté de 12,6 % en juin, par rapport à mai, pour atteindre 86 900 logements. Au cours de la première moitié de 2003, les mises en chantier de logements étaient de 2,4 % inférieures aux chiffres enregistrés pour la même période l'année dernière. Cela constitue tout de même un niveau très élevé car les résultats affichés sur le plan du logement en 2002 étaient les meilleurs en 13 ans.
- ◆ La valeur des permis délivrés pour des projets de construction résidentielle en Ontario a augmenté de 2,0 % au cours du deuxième trimestre de l'année civile, faisant suite à une hausse de 2,9 % au premier trimestre.

FAIBLESSE DES MARCHÉS EXTÉRIEURS

- ◆ Les exportations de marchandises de l'Ontario ont baissé de 4,8 % au cours des cinq premiers mois de 2003 comparativement à la même période en 2002. Au cours de la même période, la valeur des expéditions de biens manufacturés de l'Ontario s'est accrue de 1,2 %.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

		Annuels		Trimestriels				
		2001	2002	1 ^{er} trim. 2002	2 ^e trim. 2002	3 ^e trim. 2002	4 ^e trim. 2002	1 ^{er} trim. 2003
		Production (désaisonnalisée, taux annuels)*						
PIB réel	Ontario	1,8	3,8	1,7	0,8	1,0	0,4	0,7
PIB nominal	Ontario	2,7	5,7	2,6	2,5	1,7	1,4	1,8

		Annuels		Mensuels 2003				
		2001	2002	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marchés du travail								
Population active (variation en milliers)	Ontario	137	167	8	(12)	24	36	(17)
Emploi (variation en milliers)	Ontario	91	105	17	(27)	(1)	17	(8)
Taux de chômage (%)	Ontario	6,3	7,1	6,5	6,8	7,1	7,3	7,2
Secteur des ménages								
Ventes au détail	Ontario	2,6	5,6	(0,7)	(2,3)	1,6	n.d.	n.d.
Mises en chantier de logements urbains (en milliers)	Ontario	70,8	79,6	72,6	71,1	71,6	81,3	n.d.
Ventes de logements neufs**	Toronto	2,4	29,0	(45,3)	(36,1)	(13,2)	0,8	n.d.
Reventes de logements**	Ontario	10,3	9,3	(6,4)	(13,4)	(1,4)	18,2	n.d.
Expéditions de biens manufacturés	Ontario	(6,4)	3,4	2,0	(3,5)	0,0	n.d.	n.d.
Matériel de transport	Ontario	(10,5)	6,5	4,1	(3,7)	(0,5)	n.d.	n.d.
Indice des prix à la consommation**	Ontario	3,1	2,0	3,3	2,3	2,7	2,5	n.d.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Greater Toronto Home Builders' Association, Association canadienne de l'immeuble et Ward's Automotive.

* Les taux de croissance annuelle sont conformes aux Comptes économiques provinciaux publiés le 28 avril 2003 par Statistique Canada.

** variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant

n.d. = données non disponibles

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

RECETTES

(en millions de dollars)	Chiffres provis. 2002-2003	2003-2004		
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
RECETTES FISCALES				
Impôt sur le revenu des particuliers	18 800	19 905	19 815	(90)
Taxe de vente au détail	14 090	14 885	14 675	(210)
Impôt sur les sociétés	6 520	6 845	7 045	200
Impôt-santé des employeurs	3 590	3 805	3 775	(30)
Taxe sur l'essence	2 300	2 365	2 365	-
Taxe sur les carburants	685	710	710	-
Taxe sur le tabac	1 215	1 260	1 260	-
Droits de cession immobilière	825	785	785	-
Autres recettes fiscales	376	195	195	-
	48 401	50 755	50 625	(130)
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	7 386	7 146	7 146	-
Nouveaux suppléments au titre du TCSPS	967	771	771	-
Logement social	526	643	643	-
Fonds pour la réforme de la santé	-	386	386	-
Infrastructure	118	285	285	-
Fonds pour l'équipement diagnostique et médical	-	193	193	-
Autres	697	753	753	-
	9 694	10 177	10 177	-
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 275	2 406	2 406	-
Régie des alcools de l'Ontario	953	1 123	1 123	-
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	650	884	884	-
Autres	11	3	3	-
	3 889	4 416	4 416	-
AUTRES RECETTES				
Ventes et locations	321	2 207	2 207	-
Droits de permis et d'immatriculation des véhicules	963	952	952	-
Remaniement des services locaux - remboursement des dépenses	707	711	711	-
Autres droits et permis	671	677	677	-
Remboursements	470	503	506	3
Recettes tirées des permis d'alcool	528	477	477	-
Redevances	237	225	225	-
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	171	153	153	-
Autres recettes diverses	339	313	313	-
	4 407	6 218	6 221	3
TOTAL DES RECETTES	66 391	71 566	71 439	(127)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

(en millions de dollars)	Chiffres provis. 2002-2003	2003-2004		
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
MINISTÈRE				
Agriculture et Alimentation	602	622	622	-
Dépenses ponctuelles et frais exceptionnels	28	-	-	-
Procureur général*	1 030	1 024	1 043	19
Commission de régie interne	138	129	129	-
Affaires civiles	72	76	76	-
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	7 969	8 281	8 281	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	179	179	179	-
Culture	263	269	269	-
Éducation	9 058	9 716	9 716	-
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants	296	306	306	-
Énergie	120	127	127	-
Entreprise, Débouchés et Innovation*	231	309	316	7
Environnement	250	266	266	-
Bureaux du corps exécutif	21	20	20	-
Finances – à ses propres fins	500	612	612	-
Intérêt sur la dette publique				
Province	8 225	8 188	8 135	(53)
Secteur de l'électricité	520	520	520	-
Soutien aux enfants et aux personnes âgées	282	674	674	-
Fonds de réinvestissement communautaire	624	649	649	-
Provision pour le secteur de l'électricité	130	23	23	-
Santé et Soins de longue durée	25 888	27 595	27 608	13
Coûts de santé liés au SRAS*	-	-	955	955
Affaires intergouvernementales	4	5	5	-
Travail*	118	120	121	1
Secrétariat du Conseil de gestion	223	336	336	-
Prestations de retraite	(131)	218	218	-
Fonds de prévoyance	-	762	156	(606)
Affaires municipales et Logement*	646	688	709	21
Secrétariat des affaires autochtones	17	15	15	-
Richesses naturelles	464	450	477	27
Développement du Nord et Mines	76	77	77	-
Office des affaires francophones	3	4	4	-
Sûreté et Sécurité publique*	1 782	1 601	1 606	5
Tourisme et Loisirs*	140	147	231	84
Formation, Collèges et Universités	3 451	3 994	3 994	-
Transports	797	796	796	-
Examen et évaluation des programmes	-	(500)	(500)	-
Économies en fin d'exercice	-	(200)	(200)	-
TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	64 016	68 098	68 571	473

* Tiennent compte des dépenses accrues liées aux effets de 1 130 millions de dollars sur plusieurs années du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

(en millions de dollars)	Chiffres provis. 2002-2003	2003-2004		
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
MINISTÈRE				
Agriculture et Alimentation	67	1	1	-
Procureur général	51	35	35	-
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	24	13	13	-
Services aux consommateurs et aux entreprises	1	1	1	-
Culture	49	106	106	-
Éducation	10	16	16	-
Énergie	40	30	30	-
Entreprise, Débouchés et Innovation	25	46	46	-
Environnement	14	14	14	-
Fonds de protection des eaux	1	1	1	-
Finances – à ses propres fins	8	6	6	-
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	4	52	52	-
Fonds de prévoyance	-	200	200	-
Santé et Soins de longue durée	335	504	504	-
Secrétariat du Conseil de gestion	44	15	15	-
Affaires municipales et Logement	26	304	304	-
Secrétariat des affaires autochtones	3	3	3	-
Richesses naturelles	78	91	91	-
Développement du Nord et Mines	391	347	347	-
Sûreté et Sécurité publique	67	53	53	-
Tourisme et Loisirs	58	50	50	-
Formation, Collèges et Universités	74	98	98	-
Transports	1 097	1 284	1 284	-
Économies en fin d'exercice	-	(100)	(100)	-
TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS BRUTES*	2 467	3 170	3 170	-
Moins : Investissement net dans les immobilisations**	576	702	702	-
Dépenses en immobilisations nettes	1 891	2 468	2 468	-

* Les dépenses en immobilisations brutes comprennent ce qui suit : i) acquisition ou construction d'immobilisations corporelles importantes appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) et autres immobilisations corporelles; ii) réparation et entretien; et iii) transferts aux fins d'immobilisations. Le total des dépenses en immobilisations brutes en 2003-2004 comprend des transferts de 429 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations brutes, à l'exclusion des transferts, s'élèvent à 2,7 milliards de dollars.

(en millions de dollars)	Perspectives actuelles 2003-2004			
	Terrains et immeubles	Infrastructure de transport	Immobilisations des organismes gouvern.	Total
ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES IMMOBILISATIONS				
Acquisition/Construction d'immobilisations corporelles importantes	133	1 042	346	1 521
Amortissement d'immobilisations corporelles importantes appartenant à la province	(110)	(546)	(163)	(819)
Investissement net dans les immobilisations**	23	496	183	702

** À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères provinciaux continueront à être comptabilisées à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes gouvernementaux consolidés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2003-2004

(en millions de dollars)	Chiffres provis. 2002-2003	2003-2004		
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Modif. en cours d'exercice
Excédent / (Déficit)	524	-	-	-
Redressements pour :				
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans l'excédent	(4 227)	(1 293)	(1 893)	(600)
l'amortissement des immobilisations corporelles	763	819	819	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 339)	(1 521)	(1 521)	-
Dette arrivant à échéance	(11 588)	(10 146)	(10 146)	-
Rachats anticipés de titres de créance	(1 094)	(1 000)	(1 000)	-
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	-	1 201	666	(535)
Diminution / (Augmentation) des espèces et des quasi-espèces	(150)	3 000	2 000	(1 000)
Augmentation / (Diminution) des emprunts à court terme	1 300	250	-	(250)
Autres sources / (Utilisations) des espèces*	-	(3 156)	(3 156)	-
Emprunts à long terme sur les marchés publics	15 811	11 846	14 231	2 385
dont : contractés			9 687	-
restants			4 544	-

* Englobent les remboursements nets des organismes ou les prêts consentis aux organismes et le transfert de tous les dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario à la Desjardins Credit Union le 1^{er} avril 2003.

- ◆ La modification de 600 millions de dollars au poste des éléments sans effet sur la trésorerie compris dans l'excédent suppose qu'il n'y aura aucune aide fédérale pour faire face aux effets du SRAS. La hausse connexe des emprunts n'aura pas d'incidence sur le plan visant à préserver le budget équilibré.
- ◆ Les emprunts prévus auprès du Régime de pensions du Canada sont inférieurs de 535 millions de dollars aux chiffres indiqués dans le plan budgétaire car la province a été en mesure d'emprunter des fonds à long terme sur les marchés publics à des taux d'intérêt plus avantageux.
- ◆ Les autres changements au programme d'emprunt de la province (diminution moins importante des espèces et des quasi-espèces et aucune augmentation des emprunts à court terme) ont résulté du fait que la province a pu profiter de la forte demande du public à l'égard des obligations de l'Ontario, y compris les Obligations d'épargne de l'Ontario, pour effectuer des emprunts à des taux d'intérêt à long terme qui sont les plus bas en 40 ans.
- ◆ Les emprunts à long terme sur les marchés publics contractés au cours du premier trimestre sont évalués à 9 687 millions de dollars :

	(en millions de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	3 770
Émissions sur le marché intérieur	2 429
Euro-billets à moyen terme	1 573
Émissions sur le marché mondial	1 915
	9 687

- ◆ La campagne de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario de 2003 a généré 3,8 milliards de dollars au total; une seule autre campagne de vente d'obligations provinciales au Canada a permis de générer un montant plus élevé. Au cours des neuf dernières années, plus de un million de résidents de l'Ontario ont investi 22 milliards de dollars au total dans les Obligations d'épargne de l'Ontario.